

Du printemps arabe à l'hiver islamiste ©

Les pires conjectures formulées au premier semestre 2011 concernant les mouvements de révolte arabes deviennent aujourd'hui réalité. Nous les avons largement exposées dans divers ouvrages et revues¹ à contre courant d'une opinion occidentale généralement enthousiaste et surtout naïve. Car il fallait tout de même être naïf pour croire que, dans des pays soumis depuis un demi-siècle à des dictatures qui avaient éliminé toute forme d'opposition libérale et pluraliste, la démocratie et la liberté allaient jaillir comme le génie de la lampe par la seule vertu d'un Internet auquel n'a accès qu'une infime minorité de privilégiés de ces sociétés.

Une fois passé le bouillonnement libertaire et l'agitation des adeptes de Facebook, il a bien fallu se rendre à l'évidence. Le pouvoir est tombé dans les mains des seules forces politiques structurées qui avaient survécu aux dictatures nationalistes parce que soutenues financièrement par les pétromonarchies théocratiques dont elles partagent les valeurs et politiquement par les Occidentaux parce qu'elles constituaient un bouclier contre l'influence du bloc de l'Est : les forces religieuses fondamentalistes. Et le « printemps arabe » n'a mis que six mois à se transformer en « hiver islamiste ».

Démocraties confisquées

En Tunisie et en Égypte, les partis islamistes, Frères Musulmans et extrémistes salafistes se partagent de confortables majorités dans les institutions et parlements issus des révoltes populaires. Et il serait là aussi hasardeux de voir dans ces différentes composantes des forces islamistes les prémices d'un pluralisme qui séparerait à terme le bon grain des démocrates modérés de l'ivraie des extrémistes sectaires. Les salafistes sont dans leur quasi totalité issus des rangs des Frères Musulmans dont ils constituent le minorité agissante bien décidée à radicaliser l'ensemble du processus par ses surenchères populistes.

Ces majorités cogèrent pour l'instant la situation avec les commandements militaires dont ils sont bien contraints de respecter le rôle d'acteurs économiques dominants mais s'éloignent insidieusement des revendications populaires qui les ont amenées au pouvoir. Constants dans leur pratique du double langage, ils font exactement le contraire de ce qu'ils proclament. En Égypte, après avoir affirmé sur la Place Tahrir au printemps 2011 qu'ils n'aspiraient nullement au pouvoir, ils revendiquent aujourd'hui la totalité du pouvoir pour leur Président de la République élu. En Tunisie, et après avoir officiellement renoncé à inclure la *chari'a* dans la constitution, ils organisent dans les provinces et les villes de moyenne importance, loin de l'attention des médias occidentaux, des comités de vigilance religieux pour faire appliquer des règlements inspirés de la *chari'a*. Ce mouvement gagne progressivement les villes de plus grande importance et même les capitales où se multiplient les mesures

¹ - « Révoltes arabes : l'envers du décor » in « *Outre-Terre* », n° 29, Revue de l'Académie européenne de géopolitique, ouvrage collectif sous la direction du Pr. Michel Korinman, Paris, 10/2011.

- « Au cœur des services spéciaux. Menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers », entretiens avec Jean Guisnel, La Découverte, Paris, 09/2011

- « Le printemps libyen sera orageux » in « *Marine et Océans* », n° 231, 2^{ème} trimestre 2011, Paris.

d'interdiction en tous genres, la censure des spectacles et de la presse, la mise sous le boisseau des libertés fondamentales et, bien sûr, des droits des femmes et des minorités non sunnites.

Et ces forces politiques réactionnaires n'ont rien à craindre des prochaines échéances électorales même si leur gestion s'avère prédatrice, désastreuse et sanglante comme elle l'est au Soudan depuis l'accession des Frères Musulmans au pouvoir en 1989. Largement financées par l'Arabie et le Qatar pour lesquels elles constituent un gage de soumission dans le monde arabe, elles ont tous les moyens d'acheter les consciences et de se constituer la clientèle qui perpétuera leur domination face à un paysage politique démocratique morcelé, sans moyens, dont il sera facile de dénoncer l'inspiration étrangère et donc impie.

Djihadistes au pouvoir

La Libye et le Yémen ont sombré dans la confusion. Après que les forces de l'OTAN, outrepassant largement le mandat qui leur avait été confié par l'ONU, ont détruit le régime du peu recommandable Colonel Kadhafi, le pays se retrouve livré aux appétits de bandes et tribus rivales bien décidées à défendre par les armes leur pré carré local et leur accès à la rente. L'inconsistant « Conseil National de transition » porté aux nues par l'ineffable Bernard Henri Lévy se dissout peu à peu sous les coups de boutoir de chefs de gangs islamistes, dont plusieurs anciens adeptes d'Al-Qaïda, soutenus et financés par le Qatar qui entend bien avoir son mot à dire dans tout règlement de la question et prendre sa part dans l'exploitation des ressources du pays en hydrocarbures.

Au Yémen, le départ sans gloire du Président Ali Abdallah Saleh rouvre la porte aux forces centrifuges qui n'ont pas cessé d'agiter ce pays dont l'unité proclamée en 1990 entre le nord et le sud n'a jamais été bien digérée, surtout par l'Arabie Séoudite qui s'inquiétait des foudres de ce turbulent voisin et n'a eu de cesse d'y alimenter la subversion fondamentaliste. Aujourd'hui, les chefs de tribus sunnites du sud et de l'est du pays, dont certains se réclament d'Al-Qaïda et tous du salafisme, entretiennent un désordre sans fin aux portes de la capitale, Sana'a, fief d'une classe politique traditionnelle zaydite – branche dissidente du chi'isme – insupportable pour la légitimité de la famille saoudienne.

La part du feu

Les monarchies traditionnelles arabes, Maroc et Jordanie, paraissent pour l'instant avoir échappé au mouvement général de contestation. Elles le doivent en partie à la dimension théologique de leurs souverains respectifs, tous deux réputés descendre en droite ligne de la famille du Prophète, qui les met à l'abri d'une mise en cause directe de leur légitimité. Elles le doivent beaucoup aux abondantes concessions politiques qu'elles ont faites aux partis et forces islamistes qui ont là aussi recueilli de larges représentations au sein des parlements et transforment insidieusement la vie publique des deux pays dans le sens du fondamentalisme religieux. Elles le doivent enfin à leur soumission maintes fois réaffirmée aux intérêts stratégiques et économiques de l'Occident ainsi qu'aux pétromonarchies du Golfe. Ce n'est qu'à ce prix que la paix civile doit d'y être maintenue mais dans un environnement fragilisé dont les retombées peuvent se révéler à tout moment dramatiques.

Et si, à l'étonnement de certains observateurs peu avertis, l'Algérie n'a pas cédé aux sirènes du « printemps arabe », c'est qu'elle a connu son propre « printemps » entre 1988 et 1991 et qu'elle en a payé le prix. À peine sorti de la confrontation est-ouest, l'Occident n'avait pas encore effectué sa révolution copernicienne au profit des thèses des néo-conservateurs américains, n'avait pas encore redécouvert les délices de la politique de la canonnière et considérait encore l'islamisme politique comme un danger. C'est donc avec un soulagement légèrement teinté de honte que les Européens, et en particulier les Français, ont consenti, voire

applaudi, au coup d'État militaire qui a donné un coup d'arrêt à la victoire programmée du FIS par les urnes, puis assisté dans un silencieux dégoût aux débordements des djihadistes salafistes, à leur répression dans des conditions parfois douteuses, à une véritable guerre civile qui a fait plusieurs dizaines de milliers de morts.

Le pouvoir algérien, pas moins dictatorial que les autres, y a gagné le temps d'organiser son insaisissabilité, de se constituer en oligarchie opaque où il est bien difficile de distinguer qui est responsable de quoi. Et il s'est efforcé de conjurer le danger en accordant de larges concessions à l'islamisme politique dans la réglementation de la vie publique, en mettant en sourdine ses ambitions internationales progressistes et en fermant les yeux sur les débordements djihadistes au Sahel qu'elle considérait encore hier comme son arrière-cour. La nomenclatura algérienne a ainsi pu préserver son accès exclusif à la rente aux dépens d'un peuple que le printemps arabe finit de convaincre qu'il n'a encore pour longtemps à choisir qu'entre la férocité de la répression et l'obscurantisme du fondamentalisme.

La Syrie dans la tourmente

Seule la Syrie résiste encore à ce mouvement global d'islamisation au prix de l'incompréhension et de l'opprobre internationales. Il ne s'agit pas ici de justifier en quoi que ce soit la sauvagerie de la répression dans ce pays. Les services de sécurité et les troupes d'élite syriennes puisent leur manière d'être dans quatre siècles d'occupation par les Ottomans. Ils ont été créés sous le mandat français par les troupes coloniales de 1920 à 1943, puis successivement conseillés par d'anciens nazis réfugiés de 1945 à la fin des années 50, puis par des experts du KGB soviétique jusqu'en 1990. Autant dire qu'ils n'ont aucune conception des droits de l'homme et se comportent en conséquence. Mais, à en juger par leur comportement sur le terrain, il n'est nullement évident que leurs adversaires, issus de la même culture, en aient une meilleure.

De même, il est indéniable que le régime syrien est un régime autoritaire, brutal et fermé. Mais le régime syrien n'est pas la dictature d'un homme seul, ni même d'une famille, comme l'étaient les régimes tunisien, égyptien, libyen ou irakien. Tout comme son père, Bashar el-Assad n'est que la partie visible d'un iceberg communautaire complexe et son éventuel départ ne changerait strictement rien à la réalité des rapports de pouvoir et de force dans le pays. Il y a derrière lui 2 millions d'Alaouites encore plus résolus que lui à se battre pour leur survie et plusieurs millions de minoritaires non musulmans, non sunnites ou non arabes, qui ont tout à perdre d'une mainmise islamiste sur le pouvoir, seule évolution politique que l'Occident semble encourager et promouvoir dans la région.

Issus au Xe siècle, aux frontières de l'empire arabe et de l'empire byzantin, d'une lointaine scission du chiisme, les Alaouites pratiquent une sorte de syncrétisme mystique compliqué entre des éléments du chiisme, des éléments de panthéisme hellénistique, de mazdéisme persan et de christianisme byzantin. Ils se désignent eux mêmes sous le nom d'Alaouites – c'est à dire de partisans de Ali, le gendre du prophète - quand ils veulent qu'on les prenne pour des Musulmans et sous le nom de Nosairis – du nom de Ibn Nosair, le mystique chiite qui a fondé leur courant – quand ils veulent se distinguer des Musulmans. De fait, ils sont aussi éloignés de l'Islam que peuvent l'être les chamanistes de Sibérie.

Pour toutes les religions monothéistes révélées, il n'y a pas pire crime que l'apostasie. Les Alaouites sont considérés par l'Islam sunnite comme les pires des apostats. Cela leur a valu au XIVe siècle une fatwa du jurisconsulte salafiste Ibn Taymiyya, l'ancêtre du wahhabisme actuel, prescrivant leur persécution systématique et leur génocide. Cette fatwa d'un autre âge vieille de plus de 600 ans n'a jamais été remise en cause et est toujours d'actualité, notamment chez les salafistes, les wahhabites et les Frères Musulmans. Pourchassés et persécutés, les Alaouites ont dû se réfugier dans les montagnes côtières arides entre le Liban et l'actuelle

Turquie tout en donnant à leurs croyances un côté hermétique et ésotérique, s'autorisant la dissimulation et le mensonge pour échapper à leur tortionnaires.

Il leur a fallu attendre le milieu du XX^e siècle pour prendre leur revanche. Soumis aux occupation militaires étrangères depuis des siècles, les bourgeois musulmans sunnites de Syrie ont commis l'erreur classique des parvenus lors de l'indépendance de leur pays en 1943. Considérant que le métier des armes était peu rémunérateur et que l'institution militaire n'était qu'un médiocre instrument de promotion sociale, ils n'ont pas voulu y envoyer leurs fils. Ils ont laissé l'encadrement de l'armée de leur tout jeune pays aux pauvres, c'est à dire les minorités : chrétiens, ismaéliens, druzes, chiites et surtout alaouites. Quand on donne le contrôle des armes aux pauvres et aux persécutés, on prend le risque à peu près certain qu'ils s'en servent pour voler les riches et se venger d'eux. C'est bien ce qui s'est produit en Syrie à partir des années 60.

Dans les années 70, Hafez el-Assad, issus d'une des plus modestes familles de la communauté alaouite, devenu chef de l'armée de l'air puis ministre de la défense, s'est emparé du pouvoir par la force pour assurer la revanche et la protection de la minorité à laquelle sa famille appartient et des minorités alliées – chrétiens et druzes - qui l'ont assisté dans sa marche au pouvoir. Ils s'est ensuite employé méthodiquement à assurer à ces minorités – et en particulier à la sienne - le contrôle de tous les leviers politiques, économiques et sociaux du pays selon des moyens et méthodes autoritaires dont vous pourrez trouver la description détaillée dans un article paru il y maintenant près de vingt ans².

Face à la montée du fondamentalisme qui progresse à la faveur de tous les bouleversements actuels du monde arabe, son successeur se retrouve comme les Juifs en Israël, le dos à la mer avec le seul choix de vaincre ou mourir. Les Alaouites ont été rejoints dans leur résistance par les autres minorités religieuses de Syrie, Druzes, Chi'ites, Ismaéliens et surtout par les Chrétiens de toutes obédiences instruits du sort de leurs frères d'Irak et des Coptes d'Égypte.

Car la litanie que colportent les bien-pensants qui affirment que « si l'on n'intervient pas militairement en Syrie, le pays sombrera dans la guerre civile » témoigne de leur ignorance totale de la situation dans ce pays. La Syrie ne sombrera pas dans la guerre civile pour la bonne raison qu'elle est en pleine guerre civile depuis 1980 quand un commando de Frères musulmans s'est introduit dans l'école des cadets de l'armée d'Alep, a soigneusement fait le tri des élèves officiers sunnites et des alaouite et a massacré 80 cadets alaouites au couteau et au fusil d'assaut en application de la fatwa d'Ibn Taymiyya. Les Frères l'ont payé cher en 1982 à Hama – fief de la confrérie - que l'oncle de l'actuel président a méthodiquement rasée en y faisant entre 10 et 30000 morts. Mais les violences intercommunautaires n'ont jamais cessé depuis même si le régime a tout fait pour les dissimuler.

Peu habitué à la communication, le régime syrien en a laissé le monopole à l'opposition. Mais pas à n'importe quelle opposition. Car il existe en Syrie d'authentiques démocrates libéraux ouverts sur le monde, qui s'accommodent mal de l'autoritarisme du régime et qui espéraient de Bashar el-Assad une ouverture politique. Ils n'ont obtenu de lui que des espaces de liberté économique en échange d'un renoncement à des revendications de réformes libérales parfaitement justifiées. Mais ceux-là, sont trop dispersés, sans moyens et sans soutiens. Ils n'ont pas la parole et sont considérés comme inaudibles par les médias occidentaux car, en majorité, ils ne sont pas de ceux qui réclament le lynchage médiatisé du « dictateur » comme cela a été fait en Libye.

² Alain Chouet, « La désintégration par le politique » in « *Tribus, tribalisme et États au Moyen Orient* », Maghreb-Mashrek n° 147, (Paris), 03/1995.

À considérer les médias occidentaux, on ne peut manquer de constater que toutes les informations concernant la situation locale proviennent de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) ou plus laconiquement « ONG », ce qui revient au même, l'ONG en question étant toujours l'Observatoire syrien des droits de l'homme. « Observatoire syrien des droits de l'homme », c'est une dénomination qui sonne bien aux oreilles occidentales dont il est devenu la source d'information privilégiée voire unique. Il n'a pourtant rien à voir avec la respectable Ligue internationale des droits de l'homme. C'est en fait une émanation de l'Association des Frères Musulmans et il est dirigé par des militants islamistes dont certains ont été autrefois condamnés pour activisme violent. L'Osdh s'est installé à la fin des années 80 à Londres sous la houlette bienveillante des services anglo-saxons et fonctionne en quasi-totalité sur fonds séoudiens et maintenant qataris. Ce n'est évidemment pas pour autant que les informations émanant de cet « observatoire » soient fausses, mais, compte tenu de la genèse et de l'orientation partisane de cet organisme, on peut tout de même être surpris que les médias occidentaux et en particulier français l'utilisent comme source unique sans jamais chercher à recouper ce qui en émane.

Quant au Conseil National Syrien, censé fédérer toutes les oppositions au régime et reconnu comme interlocuteur valable par les chancelleries occidentales, il n'a rien d'une organisation issue spontanément de la contestation populaire. Il a été créé en 2011 à Istanbul sur le modèle du CNT libyen et à l'initiative non de l'État turc mais du parti islamiste AKP actuellement au pouvoir. À peine constitué, le CNS a rapidement annoncé la couleur. Au sens propre du terme.... Le drapeau national syrien est composé de trois bandes horizontales. L'une de couleur noire qui était la couleur de la dynastie des abbassides qui a régné sur le monde arabe du 9^e au 13^e siècle. L'autre de couleur blanche pour rappeler la dynastie des Omeyyades qui a régné au 7^e et 8^e siècle. Enfin, la troisième de couleur rouge censée représenter les aspirations socialisantes du régime. Dès sa création, le CNS a remplacé la bande rouge par la bande verte de l'islamisme comme on peut le constater lors des manifestations anti-régime où l'on entend plutôt hurler « Allahou akbar ! » que des slogans démocratiques.

La place prédominante faite aux Frères Musulmans au sein du CNS par l'AKP turc et soutenue par le Département d'État américain a fini par exaspérer à peu près tout le monde, en particulier les Kurdes qui, bien que Musulmans sunnites ne sont pas Arabes et, en tant que tels, voués à un statut d'infériorité par la Confrérie. La Syrie n'est pas la Libye et les minorités qui représentent un bon quart de la population entendent avoir leur mot à dire, même au sein de l'opposition. Le CNS est ainsi devenu une foire d'empoigne où s'affrontent des appétits et des intérêts divergents. Il peine à se faire prendre au sérieux au plan international et, plus encore que le CNT libyen, laisse planer les plus sérieux doutes sur sa capacité à gérer la situation au cas où l'effondrement du régime viendrait à lui laisser le champ libre. Le seul point d'accord qu'il a su trouver ces derniers mois est un consensus sur l'éviction de son premier président, Bourhan Ghalioun totalement inféodé aux Frères, et son remplacement par un Kurde, Abdelbasset Saïda qui fera ce qu'il pourra – c'est à dire pas grand chose - pour ne perdre ni l'hospitalité des islamistes turcs, ni l'appui politique des néo-conservateurs Américains, ni, surtout, l'appui financier des Saoudiens et des Qataris qui, au surplus et de leur propre aveu, arment et financent une « Armée syrienne libre » formée d'un noyau de déserteurs de l'armée régulière appuyés par des djihadistes rameutés d'Irak, de Libye, du Liban et d'Arabie.

Tout cela fait désordre, bien sûr, mais est surtout révélateur de l'orientation que les États islamistes appuyés par les néo-conservateurs américains entendent donner aux mouvements de contestation dans le monde arabe. Ce ne sont évidemment pas ces constatations qui vont rassurer les minorités de Syrie et les inciter à la conciliation ou à la retenue. Ces minorités – en particulier, les Alaouites qui sont en possession des appareils de contrainte de l'État – sont des minorités inquiètes pour leur survie qu'elles défendront par la violence. Faire sortir le Président syrien du jeu peut à la rigueur avoir une portée symbolique mais ne changera rien au problème.

Ce n'est pas lui qui est visé, ce n'est pas lui qui est en cause, c'est l'ensemble de sa communauté qui se montrera encore plus violente et agressive si elle perd ses repères et ses chefs. Plus le temps passe, plus la communauté internationale entendra exercer des pressions sur les minorités menacées, plus les choses empireront sur le modèle de la guerre civile libanaise qui a ensanglanté ce pays de 1975 à 1990.

À l'heure où ces lignes seront publiées, le régime syrien se sera peut être effondré. Il ne peut durablement résister à la coalition des pouvoirs les plus riches et les plus puissants de la planète qui ont manifestement juré sa perte quitte à plonger dans l'aventure. Le Président tout autant que sa communauté le savent. Et si on « lit » bien la carte des derniers affrontements dans le pays, il est clair qu'ils se livrent à une certaine forme de « nettoyage communautaire » en vidant le réduit alaouite de ses habitants sunnites et en y préparant leur repli, ajoutant un foyer d'affrontements supplémentaire dans une région qui n'en a pas vraiment besoin. Les autres minorités, en particulier les Grecs-orthodoxes qui constituent la majorité des chrétiens de Syrie mais n'y disposent pas – comme les Maronites au Liban – de solution de repli territorial, devront alors choisir entre l'exil et la soumission aux Jamaa Islamiyyah, ces « groupes islamiques » qui sont le bras armé des Frères Musulmans et le creuset d'un djihadisme dont Al-Qaïda n'était que l'une des nombreuses expressions.

Il aurait peut être été possible à la communauté internationale de changer la donne il y a un an en exigeant du pouvoir syrien des réformes libérales en échange d'une protection internationale garantie et assurée aux minorités menacées. Et puisque l'Arabie et la Qatar – deux monarchies théocratiques se réclamant du wahhabisme – sont théoriquement nos amies et nos alliées, nous aurions pu leur demander de déclarer la fatwa d'Ibn Taymiyyah obsolète, nulle et non avenue afin de calmer le jeu. Il n'en a rien été. Aux minorités menacées, l'Occident, France en tête, n'a opposé que la condamnation sans appel et l'anathème parfois hystérique tout en provoquant partout – politiquement et parfois militairement – l'accession des intégristes islamistes au pouvoir et la suprématie des États théocratiques soutenant le salafisme politique.

La démocratie bafouée par les théocraties

Débarrassés des ténors sans doute peu vertueux du nationalisme arabe, de Saddam Hussein, de Ben Ali, de Moubarak, de Kadhafi, à l'abri des critiques de l'Irak, de l'Algérie et de la Syrie englués dans leurs conflits internes, les théocraties pétrolières n'ont eu aucun mal à prendre avec leurs pétrodollars le contrôle de la Ligue Arabe et d'en faire un instrument de pression sur la communauté internationale et l'ONU en faveur des mouvements politiques fondamentalistes qui confortent leur légitimité et les mettent à l'abri de toute forme de contestation démocratique.

Que les monarchies réactionnaires défendent leurs intérêts et que les forces politiques fondamentalistes cherchent à s'emparer d'un pouvoir qu'elles guignent depuis près d'un siècle n'a rien de particulièrement surprenant. Plus étrange apparaît en revanche l'empressement des Occidentaux à favoriser partout les entreprises intégristes encore moins démocratiques que les dictatures auxquelles elles se substituent et à vouer aux gémonies ceux qui leur résistent. Prompt à condamner l'islamisme chez lui, l'Occident se retrouve à en encourager les manœuvres dans le monde arabe et musulman. La France, qui n'a pas hésité à engager toute sa force militaire pour éliminer Kadhafi au profit des djihadistes et à appeler la communauté internationale à en faire autant avec Bashar el-Assad, assiste l'arme au pied au dépeçage du Mali par des hordes criminelles qui se disent islamistes parce que leurs rivaux politiques ne le sont pas.

De même les médias et les politiques occidentaux ont assisté sans broncher à la répression sanglante par les chars séoudiens et émiratis des contestataires du Bahraïn, pays à majorité chiite gouverné par un autocrate réactionnaire sunnite. De même encore, les massacres

répétés de chrétiens nigériens par les milices islamistes du Boko Haram ne suscitent guère l'intérêt des médias et encore moins la condamnation par nos politiques. Quant à l'enlèvement et la séquestration durable de quatre membres de la Cour Pénale Internationale par des « révolutionnaires » libyens, elle est traitée en mode mineur et est passé à peu près inaperçue dans nos médias dont on imagine l'indignation explosive si cet enlèvement avait été le fait des autorités syriennes, iraniennes, algériennes ou de tel autre pays non encore rentré dans le rang des « démocraties », ces dictatures islamistes sorties des urnes par la vertu du soutien politico-militaire de l'Occident et du soutien financier des théocraties réactionnaires.

À défaut de logique, la morale et la raison nous invitent tout de même à nous interroger sur cette curieuse schizophrénie de nos politiques et nos médias. L'avenir dira si notre fascination infantile pour le néo-populisme véhiculé par Internet et si les investissements massifs du Qatar et de l'Arabie dans nos économies en crise valaient notre complaisance et notre aveuglement face à la montée d'une barbarie dont nous aurions tort de croire que nous sommes à l'abri.

Alain Chouet
Ancien chef du service de renseignement de sécurité de la DGSE
Juillet 2012